

Transparence des coûts

Notre système de santé va dans le mur

Depuis des décennies, l'inflation des primes d'assurance maladie constitue une préoccupation constante pour la population. Malgré cela, les données de base sur les coûts de la santé et le mode de calcul des primes restent opaques. Ce manque de transparence du système est pointé du doigt année après année, mais rien n'y change.

L'OFSP continue d'être satisfait de ses méthodes de surveillance des primes d'assurance-maladie. Il y a pourtant quelques – oh petits – problèmes. Comment l'OFSP peut-il affirmer que « la procédure d'approbation des primes se déroule avec la transparence nécessaire », quand il écrit par ailleurs que « les données sur l'approbation des primes des assureurs ne sont pas publiques » ? Comment peut-on nous parler de transparence quand on ne sait pas exactement à quoi servent les revenus des 17 milliards investis (en 2019) par les assureurs maladie sur les marchés financiers ? Servent-ils à réduire les primes ? A payer des salaires ou des dividendes ? La question est posée.



DOC

LE RENDEZ-VOUS
DES MÉDECINS
VAUDOIS



© Nicolas Zentner – Enzed

Une opacité qui persiste

Berne a besoin de cette opacité pour maintenir et justifier une politique qui consiste à renvoyer la responsabilité des coûts sur les prestataires de soins et faire pression sur leur rémunération. Alors que d'autres facteurs sont en réalité à l'œuvre, à commencer par le vieillissement de la population et les avancées technologiques qui améliorent, à tout âge, notre espérance de vie.

Pendant ce temps, notre système de santé dépend de plus en plus du recrutement de personnel à l'étranger. Ce qui n'empêche pas la pénurie de médecins et de soignants de s'accroître dans notre pays. Ce n'est donc pas la surpopulation médicale et la surabondance de l'offre de soins qui sont à l'origine de l'augmentation des coûts. Des hôpitaux en viennent déjà à restreindre l'activité de certains de leurs services, ou à rallonger les délais d'intervention, dans l'incapacité qu'ils se trouvent de prendre en charge le flux des patients, Covid ou pas.

Des faits plutôt que des idéologies !

La politique suivie par le Conseil fédéral et l'administration ne fait que conduire notre système de santé à un avenir chaotique à la française, où les soins seront toujours aussi chers, mais de moins en moins disponibles et de moindre qualité.

On nous dira : le Conseil fédéral fait de la politique et c'est son rôle. Certes. Mais nous avons besoin d'une politique fondée sur des faits et des données connus de tous, et non sur une idéologie.

Olivier Feller
Conseiller national PLR Vaud